

Mots clefs : Italie, Europe, Etat, société, populisme, stéréotypes, représentations, unité

L'objet de ce séminaire est l'étude des regards des peuples sur eux-mêmes et sur l'Europe. Cette seconde session porte sur le cas de l'Italie, à partir du croisement de deux regards, celui des Français sur l'Italie et celui des Italiens sur eux-mêmes. Les intervenants, Philippe Poirier et Michel Feuillet, proposent des pistes de réflexion pour tenter de répondre à la question suivante : l'Italie est-elle intégrée à l'Union européenne alors que l'Etat italien semble disparaître au profit de la société civile ? Les intervenants s'accordent sur les chimères au cœur de l'imaginaire italien qui ne sont pas incompatibles avec un idéal européen fort. En effet, Philippe Poirier, en s'appuyant sur l'eurobaromètre, démontre que les Italiens sont très europhiles. Michel Feuillet souligne que cette intégration est tardive puisque la nation italienne moderne naît véritablement en 1861, date des élections du premier parlement unitaire italien.

Selon Philippe Poirier, si les Italiens sont europhiles ils sont aussi très critiques sur la situation politique et économique actuelle : 89% jugent la situation économique de l'Union européenne « mauvaise »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir Eurobaromètre 2012, L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE RAPPORT, [en ligne], Consulté le 28 novembre 2013, Disponible sur : [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/eb/eb78/eb78\\_publ\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb78/eb78_publ_fr.pdf)

L'imaginaire italien est structuré autour de trois principales chimères : la première est relative à l'instauration de l'Empire romain d'Occident et au dualisme entre l'Empire et la papauté ; la seconde à l'œuvre de Dante et au concept de république chrétienne universelle qui préfigure le droit des gens, eux aussi universels ; la troisième à la théologie platonicienne de l'immortalité des hommes qui pose le principe d'un humanisme centré sur le divin. La révolution machiavélienne a eu pour effet de faire émerger une nouvelle science politique en rupture avec la culture dominante de l'Italie, de poser un nouveau cadre à l'action en politique qui se fonde sur la réalisation de soi avant de conquérir le pouvoir et de contribuer à l'unité italienne, par l'appel à l'unité de l'Etat-nation.

Le XVI<sup>ème</sup> siècle, en Italie, se caractérise par la distinction entre Etat et société, à partir du modèle de bureaucratie et d'autocratie. La société italienne se développe alors sans Etat. Pourtant, le joséphisme politique (XVIII<sup>ème</sup> siècle) aboutit à la création d'un Etat rationnel. Cette unicité est renforcée sous la révolution bonapartiste (XIX<sup>ème</sup> siècle) qui pose les bases de l'Etat moderne italien, unicité, souveraineté et supériorité de la loi. De nouveaux modes d'action en politique émergent, dont les alliances interétatiques, les conquêtes et les groupements politiques comme le carbonarisme au XIX<sup>ème</sup> siècle. Enfin, le bonapartiste a pour effet un isolement institutionnel de l'Eglise italienne, tout en ne se traduisant ni par un rejet ni par un déchirement de la culture religieuse par les Italiens.

Le républicanisme italien trouve sa figure de proue dans Garibaldi (1807 – 1882), qui tente d'internationaliser l'action des peuples. Puis sous le règne de Victor-Emmanuel III (1900-1944), la vie politique italienne est marquée par l'action de Giovanni Giolitti. Certes l'unité est assurée, mais la majorité des Italiens ne se reconnaît pas dans cette unité. Cette unité est d'autant plus fragile que le système économique est déséquilibré (partagé entre l'agriculture, l'industrialisation et marqué par des mouvements migratoires importants), les élites ont des difficultés à trouver leur place et les accords de Latran en 1929 accroissent les tensions. La première république italienne est dominée par les partis, notamment entre les partis communiste, fasciste, libéral et catholique. La deuxième république est marquée par une économie mondialisée malgré la mafia. La troisième république est qualifiée d'« européiste ». Elle développe l'action politique fondée sur le principe de subsidiarité et le fédéralisme. Cette évolution de l'Etat italien soulève trois enjeux : une économie adaptée à la mondialisation mais concentrée car le système capitaliste repose sur la distinction PME/ PMI.

Pôle de Recherche

Assistante Chrystel CONOGAN – [chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr](mailto:chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr) - 01.53.10.41.95

De plus, le système oligarchique est pétrifié en termes de partis, d'où l'émergence de nouvelles formes de démocratie, tel le berlusconisme. Enfin, l'Italie tente de réinvestir le processus décisionnel des institutions européennes dont elle s'était éloignée progressivement.

Au niveau européen, l'Italie est un pays de taille moyenne mais reconnu, comme le souligne Michel Feuillet. Cette reconnaissance s'explique par sa physionomie particulière due aux frontières et par son passé prestigieux. Les stéréotypes concernant l'Italie, notamment en France, sont extrêmement divers, du « génie italien » à la « dolce vita », en passant par l'immigration. Ces images fantasmatiques traduisent à la fois un intérêt pour l'Italie mais aussi une méconnaissance profonde de cet Etat, ce qui soulève la question suivante : qu'est-ce que l'italianité ?

Parce qu'europhile, l'Italie tente actuellement de réinvestir la scène européenne, malgré l'échec de la commission Prodi (1999-2004). Elle agit ainsi sur le couple franco-allemand en mettant en avant les rapprochements possibles avec la France malgré leur différence : l'organisation territoriale, l'idéal européen, la sacralité de l'Etat, les rapports entre société et Etat. En effet, la naissance de l'Etat postérieurement à la société civile en Italie a contribué certes à un réseau associatif fort mais aussi par le développement des populismes. Ainsi, le berlusconisme repose sur la société et non sur les institutions italiennes. L'Italie connaît actuellement trois formes de populisme, la Ligue lombarde, le berlusconisme et le mouvement de Beppe Grillo.

L'Italie semble donc être un véritable laboratoire politique au sein duquel la préoccupation des droits des Italiens contre l'emprise étatique est omniprésente.

Pôle de Recherche

Assistante Chrystel CONOGAN – [chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr](mailto:chrystel.conogan@collegedesbernardins.fr) - 01.53.10.41.95